



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 3, no 31, 23 novembre 2010

CONTENU

Relations commerciales

Accord de libre-échange Corée/États-Unis : Les négociations dans l'impasse. 1

Investissements

La révision du modèle de traité bilatéral d'investissement reportée à 2011..... 3

Propriété intellectuelle

L'ACAC adopté par tous les participants..... 4

Études économiques et articles connexes..... 5

Relations commerciales

Accord de libre-échange Corée/États-Unis : Les négociations dans l'impasse

Les États-Unis et la Corée du Sud n'ont pas réussi à résoudre leurs différends et à conclure comme prévu une révision de l'Accord de libre-échange (ALE KORUS) avant la fin de la réunion du G20 de Séoul. Une entente satisfaisante pour l'Administration américaine lui aurait permis de présenter l'ALE KORUS au Congrès, où il n'a toujours pas été ratifié depuis sa signature en juin 2007. Rappelons que c'est à la demande des États-Unis que les deux parties s'étaient engagées à revoir certaines dispositions de l'ALE et qu'un blitz de négociation avait été entamé en juin dernier.¹ Cet échec apparent démontre l'ampleur des difficultés que représente la réorientation de

« Nous avons demandé à nos équipes de travailler sans répit dans les prochains jours et les prochaines semaines afin de trouver une entente, et nous sommes confiants que nous y arriverons. »

– Président Barack Obama, conférence de presse, 11 novembre 2010.

la politique commerciale souhaitée par l'Administration Obama. Elle cherche à accroître les exportations américaines tout en répondant aux griefs de sa base progressiste. La pression s'accroît sur les États-Unis alors que l'Accord de libre-échange entre la Corée du Sud et l'Union européenne doit entrer en vigueur à la fin de cette année. Plusieurs analystes ont relevé que l'incapacité d'en arriver à une entente nuisait au prestige et au leadership américain en Asie.

Les États-Unis espèrent obtenir des concessions supplémentaires d'accès aux marchés de l'automobile et du bœuf. Malgré la présence du ministre du Commerce coréen, Kim Jong-Hoon, et du représentant américain pour le Commerce, Ron Kirk, durant les derniers jours de négociations, les progrès ont été mineurs dans ces deux dossiers. Les négociateurs coréens ont même refusé de discuter de certaines limitations au commerce de bovins tellement ce sujet est politiquement sensible en Corée du Sud. Les négociateurs américains ont concentré leurs efforts à rechercher des concessions dans le secteur de l'automobile. Plusieurs scénarios ont été étudiés. Ainsi, les négociateurs américains ont cherché à obtenir un nouvel échéancier pour le retrait progressif des tarifs sur les importations d'automobiles coréennes, qui doivent être éliminés lors des 10 premières années de l'implantation de l'ALE. Bien que ces tarifs soient mineurs, 2,5 % sur

¹ Pour plus de détail sur cette annonce, consultez la Chronique commerciale américaine du 9 septembre 2010.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 3, no 31, 23 novembre 2010

les voitures de catégorie compacte, l'industrie automobile américaine affirme qu'une baisse équivalente du prix de leurs modèles concurrents éliminerait leur marge de profit. Les véhicules produits par les constructeurs américains sont généralement plus polluants que leurs équivalents coréens. Les négociateurs américains cherchent donc à exempter les modèles américains de certaines normes environnementales qu'ils assimilent à des barrières non tarifaires au marché coréen. À l'image de l'ALE entre la Corée du Sud et l'Union européenne, ils ont aussi tenté d'obtenir l'ajout d'une clause de sauvegarde en cas de crise économique ainsi que de limiter les remboursements de tarifs pour l'importation de pièces incluses dans la fabrication d'automobiles destinées à l'exportation. De plus, les négociateurs américains ont cherché à modifier les procédures en cas de différends dans le secteur de l'automobile afin de faciliter l'implantation de tarifs pour contrer de nouvelles barrières non tarifaires potentielles.

« Les États-Unis ont fait des demandes qui exigent une révision du texte de l'Accord et le gouvernement de Corée du Sud est d'avis qu'une telle position est inacceptable. »

– Ministre coréen du Commerce Kim Jong-hoon (Source: Hani).

Les négociateurs coréens se sont montrés ouverts à une meilleure intégration des normes environnementales, mais les progrès ont été très partiels sur tous les autres sujets proposés. Le ministre du Commerce coréen a affirmé devant les médias que l'étendue des demandes de révision américaines était comparable à une réouverture du traité. Cette annonce a créé un émoi auprès des opposants coréens à l'Accord. L'ALE a été entériné dans la controverse en 2007 par la chambre basse et le gouvernement s'est par la suite engagé à ne pas renégocier ce texte qui divise la classe politique et l'opinion publique. Le gouvernement, qui dispose de peu de marge de manœuvre politique dans cette affaire, s'est montré très inflexible dans les négociations, ce qui explique l'impasse dans laquelle les parties se retrouvent.

« Les négociations à venir ne déboucheront sur un accord qu'à la condition que la Corée du Sud s'engage concrètement à ouvrir son marché aux exportations américaines. »

– Communiqué conjoint de Sander Levin et Dave Camp, membres du comité sur les Voies et Moyens de la Chambre des représentants.

Les présidents américain et coréen, Barack Obama et Lee Myung-Bak, ont annoncé à l'issue de la réunion du G20 que les négociations se poursuivraient dans les semaines à venir en vue d'en arriver à une entente le plus rapidement possible. Aux États-Unis, les constructeurs automobiles comme les membres influents du Congrès en matière de commerce ont appuyé la décision de l'Administration de ne pas conclure d'accord dans les circonstances. Tous font valoir la nécessité d'obtenir un texte qui favorisera davantage la « concurrence sur un pied d'égalité » (*level playing field*). Devant de telles divergences entre objectifs américains et coréens, les négociations pourraient cependant rester bloquées pendant encore plusieurs mois.



Représentant
Sander Levin (D-MI)

Pour consulter la conférence de presse conjointe des présidents Barack Obama et Lee Myung-bak à l'issue du G20, voir : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/11/11/president-conference-with-president-obama-and-president-lee-republic-kor>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 3, no 31, 23 novembre 2010

Pour consulter la position du président du comité des Voies et Moyens, Sander Levin (D-MI), et du chef de la minorité républicaine au même comité, Dave Camp (R-MI), voir :

<http://camp.house.gov/News/DocumentSingle.aspx?DocumentID=214492>

Sources: Jamie Strawbridge, « U.S., Korea Auto Differences Were Major Reason for Breakdown of Talks », *Inside US Trade*, vol. 28, no 45, 19 novembre 2010. Jung Eun-Joo, « Trade Minister Confirms Additional U.S. FTA Demands », *Hankyoreh*, 17 novembre 2010, en ligne : http://english.hani.co.kr/arti/english_edition/e_business/449180.html

Investissements

La révision du modèle de traité bilatéral d'investissement reportée à 2011

Le sous-secrétaire d'État aux affaires économiques, énergétiques et agricoles, Robert Hormats, a confirmé que l'Administration Obama attendra l'entrée en fonction définitive du prochain Congrès avant d'approuver un nouveau modèle de Traité bilatéral d'investissement (TBI). Aucun développement à ce sujet ne surviendra durant la session de fin de mandat (*lame duck session*). L'Administration, qui a entamé le processus de révision du modèle de TBI en mars 2009, souhaitait à l'origine adopter un nouveau modèle avant la fin de cette même année. Cette révision du dernier modèle adopté en 2004, a notamment pour but de répondre aux promesses électorales de Barack Obama d'inclure davantage de normes sociales au sein des accords commerciaux américains. En résumé, les principaux objectifs de la réforme sont : (1) élargir la définition d'« investisseur » afin d'améliorer la couverture offerte aux entreprises et aux organisations non gouvernementales américaines à l'étranger ; (2) définir des standards de traitement minimaux supérieurs au droit coutumier international ; (3) inclure des clauses de sauvegarde en cas de crise financière et améliorer la protection offerte aux entreprises investissant dans le secteur des services financiers à l'étranger ; (4) accroître les obligations environnementales imposées aux investisseurs ; (5) définir des normes du travail minimales à respecter.²

Les débats entourant notamment l'inclusion de clauses favorisant le respect des droits environnementaux et de normes du travail dans le modèle de TBI ont déchiré les congressistes et ralenti le processus de révision. Alors que le groupe consultatif chargé de faire des recommandations à ce sujet au département d'État ainsi que de nombreux groupes de pression progressistes se sont déclarés en faveur de cette réforme, plusieurs groupes de pression industriels et conservateurs s'y sont opposés, arguant que l'inclusion de telles normes limiterait la capacité du gouvernement à conclure des TBI avec de grands marchés émergents comme la Chine ou l'Inde.³ L'arrivée de nombreux républicains conservateurs à des postes clés au sein des comités du Congrès chargés de l'orientation de la politique commerciale devrait compliquer davantage la recherche du consensus autour de ces questions. L'ancien leader de la minorité républicaine au comité sur les Finances du Sénat, Charles Grassley (R-IA), très influent sur cette question, s'y était toujours ouvertement opposé et son successeur, Orrin Hatch (R-UT), risque d'être encore moins disposé que lui au compromis. La Maison Blanche, qui n'a pas besoin de l'accord formel du Congrès pour adopter un nouveau modèle de TBI, souhaite tout de même arriver à une entente avec les leaders du Congrès puisque c'est cette dernière instance qui devra

² Consultez à cet égard le rapport du sous-comité sur les investissements du comité consultatif sur la politique économique internationale du département d'État au sujet du modèle de traité d'investissement bilatéral paru le 30 septembre 2009 : <http://www.state.gov/e/eeb/rls/othr/2009/131098.htm>

³ Consultez à cet égard la Chronique commerciale américaine du 26 janvier 2010.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 3, no 31, 23 novembre 2010

les entériner une fois qu'ils auront été négociés par l'exécutif. L'inclusion de normes sociales, développée dans le nouveau modèle de TBI, semble à tout le moins compromise dans les circonstances.

Un rapport résumant les politiques d'investissement actuelles du gouvernement américain a été publié en 2010 par le *Congressional Research Service* : James K. Jackson, « Foreign Direct Investment: Current Issues », *Congressional Research Service*, 11 février 2010, en ligne : Département d'État <http://fpc.state.gov/documents/organization/139257.pdf>

Sources : « Hormats : Administration Consult with Congress on Model BIT », *Inside US Trade*, vol. 28, no 45, 19 novembre 2010.

Propriété intellectuelle

L'ACAC adopté par tous les participants

Les pays participants à l'Accord commercial anticontrefaçon (*Anti-Counterfeiting Trade Agreement*, ACTA en anglais) ont annoncé le 15 novembre dernier que les États-Unis et l'Union européenne en étaient arrivés à une entente sur les derniers points en litige qui les divisaient.⁴ Le texte final de l'accord a été rendu public, mais il reste conditionnel à une révision légale, qui aura lieu le 30 novembre prochain à Sydney en Australie. Aucun changement de fond ne devrait y survenir.

Devant les différends qui persistaient entre Européens et Américains, les négociateurs ont choisi d'adopter une approche flexible à l'accord. Certaines dispositions seront optionnelles. Ces clauses flexibles incluent : (1) l'application de pénalités civiles pour la violation de brevets; (2) la responsabilité tierce des fournisseurs de service internet pour les violations de droits de propriété intellectuelle (DPI) commises par leurs usagers; (3) l'application de sanctions criminelles contre des personnes qui enregistrent des films en salle; (4) l'obligation de retenir des marchandises en transit soupçonnées d'enfreindre des DPI. Le résultat des deux années de négociations qui ont mené à l'ACAC est finalement loin de correspondre aux attentes initiales des négociateurs américains. Ils souhaitent à l'origine étendre le régime de protection des DPI américain et dépasser largement les normes de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Cette attente ne s'est pas matérialisée.

L'accord entrera en vigueur 30 jours après sa ratification par les autorités compétentes de six des pays signataires. L'Administration américaine espère toujours ratifier l'ACAC en tant qu'accord exécutif et ainsi éviter d'avoir à présenter le texte au Congrès. Il a franchi un nouveau pas en ce sens alors que le Bureau américain des brevets et des marques de commerce (*U.S. Patent and Trademark Office*, USPTO) a refusé de considérer une plainte des sénateurs Bernard Sanders (I-VT) et Sherrod Brown (D-OH), qui questionnaient la compatibilité de l'ACAC avec les lois américaines. La plainte a été renvoyée au bureau du représentant américain au Commerce (USTR), qui défend l'approche de l'exécutif. L'Administration tiendra des audiences publiques avant de procéder à la ratification du texte. L'Australie, le Canada, l'Union européenne (UE) et ses États membres, représentés par la Commission européenne et la présidence de l'UE

⁴ Pour un résumé des derniers points en litige, consultez la Chronique commerciale américaine du 13 octobre 2010.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 3, no 31, 23 novembre 2010

(Belgique), le Japon, la Corée du Sud, le Mexique, le Maroc, la Nouvelle- Zélande, Singapour, la Suisse et les États-Unis, ont participé à l'élaboration de l'ACAC.

Pour consulter le texte « final » de l'Accord, voir : http://www.ustr.gov/webfm_send/2379

Pour consulter la déclaration des signataires de l'ACAC, voir : <http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=659>

Sources : « ACTA Countries Finalize Agreement, Adopt U.S.-EU Compromise », *Inside US Trade*, vol. 28, no 45, 19 novembre 2010. « PTO Letter Rejects Senators Demand for Judging Legality Of ACTA », *Inside US Trade*, vol. 28, no 45, 19 novembre 2010. Juliana Gruenwald, « Criticism Continues to Dog ACTA as It Nears Completion », *Tech Daily Dose*, 16 novembre 2010, en ligne : Tech Daily Dose <http://techdailydose.nationaljournal.com/2010/11/criticism-continues-to-dog-act.php>

Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité :

« India Favours Trade-Opening Pact with US », *Wall Street Journal India*, 9 novembre 2010, en ligne : Live Mint www.livemint.com/2010/11/09170053/India-favours-tradeopening-pa.html

Doug Palmer, Jack Kim et Jeremy Laurence, « FACTBOX-The Main Issues Blocking US-South Korea FTA », *Reuters*, 9 novembre 2010, en ligne : Reuters www.reuters.com/article/idUSNTOE6A201K20101109

Doug Palmer, « Senate Panel Passes Bill Against Piracy Websites », *Reuters*, 18 novembre 2010, en ligne : Reuters www.reuters.com/article/idUSTRE6AH3RF20101118

Ian Swanson, « U.S., South Korea Miss Obama Deadline on Reaching Trade Deal », *The Hill*, 11 novembre 2010, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/on-the-money/international-taxes/128739-us-south-korea-miss-obama-deadline-on-trade-deal>

Kathleen Chu and Daniel Ten Kate, « U.S. Puts 'Foot to the Pedal' to Conclude Asia Trade Deal, USTR Kirk Says », *Bloomberg*, 14 novembre 2010, en ligne : Bloomberg www.bloomberg.com/news/2010-11-14/u-s-puts-foot-to-the-pedal-to-conclude-asia-trade-deal-ustr-kirk-says.html

Études économiques et commerciales : La Commission internationale sur le commerce (*United States International Trade Commission* (USITC)) a publié cette semaine un rapport qui analyse l'impact des PME sur les exportations américaines. L'étude a été initiée à la demande de l'USTR et s'inscrit dans le développement de la nouvelle priorité commerciale accordée aux PME par l'Administration Obama dans le cadre de l'Initiative nationale pour les exportations (INE).

USITC, « Small and Medium Size Entreprises : Overview of Participation in U.S. Export », *United States International Trade Commission*, janvier 2010, en ligne : www.usitc.gov/publications/332/pub4125.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 3, no 31, 23 novembre 2010

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - www.ceim.uqam.ca - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483



www.ceim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278